

# NORD-DU-QUÉBEC

LES **AFFAIRES**

SOMMAIRE

## Les horizons s'ouvrent pour le Grand Nord

**Le toit  
sur sa tête**  
Les G15 consacrent  
2 M\$ au logement

**L'espoir  
sous terre**  
Seul le diamant ravive  
le secteur minier

**Vivre une  
expérience**  
Tourisme d'aventure  
et dépaysement pour  
le visiteur

B10 et B11

## Hydro-Québec participe activement au développement de la région Nord-du-Québec



- Un chef de file en production d'énergie hydroélectrique, avec plus de 50 % de l'énergie produite au Québec
- Un centre d'expertise de la gestion et de l'entretien des centrales hydroélectriques
- Une capacité d'innovation grâce à plus de 900 employés déployés sur la plus grande région du Québec
- Un partenaire majeur d'événements liés à des causes socioéconomiques, culturelles ou humanitaires
- Une entreprise qui contribue à la qualité de vie des communautés dont elle fait partie



## Le Fonds SDBJ

*Un partenaire d'affaires* qui vous donne  
**un avantage marqué en région.**

Le Fonds SDBJ a pour mission d'investir dans les entreprises du secteur privé reliées à l'exploitation des ressources et au développement de l'offre commerciale et de services sur le territoire de la Baie-James.

Renseignements : **Chibougamau**  
M. Carl Gilbert, directeur Investissements  
Tél. : 418-748-7777, poste 224  
Courriel : carl.gilbert@sdbj.gouv.qc.ca

**Matagami**  
M. Alain Coulombe, directeur Développement  
Tél. : 819-739-4717, poste 250  
Courriel : alain.coulombe@sdbj.gouv.qc.ca

**Société  
de développement  
de la Baie-James**

**Québec** 

# Le Nord entre de plain-pied dans une nouvelle ère

Tous les espoirs sont permis depuis la signature des ententes historiques avec les Cris et les Inuits



Kathy Noël

noelk@transcontinental.ca

Le président-directeur général de la Société de développement de la Baie James (SDBJ), une société d'État responsable du développement économique au Nord-du-Québec, ne chôme pas ces temps-ci. Jean-Claude Simard voit bien que les projecteurs sont soudainement braqués sur sa région, un coin souvent oublié.

« Le téléphone n'arrête pas de sonner. Hier, c'était un journaliste du *National Post*, aujourd'hui, je suis avec vous, du journal LES AFFAIRES. Tout le monde veut nous parler ! »

C'est vrai, le Nord-du-Québec n'a jamais été aussi sollicité. Cette région « dont les fonctionnaires avaient l'habitude de s'occuper à cinq heures moins le quart le vendredi », dira

Christian Claveau, directeur de la Corporation de développement économique et touristique de Chibougamau, a fait l'objet d'annonces qui changeront le cours de son histoire.

## Un traité historique

Dans la dernière année, près de 10 milliards de dollars (G\$) sont tombés sur cet immense territoire d'une superficie de 840 000 m<sup>2</sup>, qui représente à lui seul plus de la moitié du Québec. La région administrative numéro 10 comprend deux secteurs : la Baie James, habitée par les Cris et les Jamésiens (blancs) et le Nunavik, terre des Inuits.

Cette manne provient d'abord de *La Paix des Braves*, un traité historique signé le 7 février dernier. En vertu de cette entente, le gouvernement du Québec versera 3,5 G\$ aux Cris durant 50 ans pour qu'ils prennent en main leur développement économique. En échange, les Cris consentent à ce qu'Hydro-Québec réalise un complexe hydroélectrique de 4 G\$ sur la rivière Eastmain. Déjà, des partena-

riats se dessinent entre les entreprises crées et jamésiennes afin de profiter des retombées de ces travaux.

« Les Cris sont prêts à affronter ce grand défi », dira Roméo Saganash, directeur des relations avec le Québec au Grand conseil des Cris.

Et comme si la vie au Nord n'avait pas déjà eu son lot de chambardements, le gouvernement du Québec rattachait en avril en signant une entente avec les Inuits. L'accord prévoit le versement de 475 M\$ aux Inuits sur une période de 25 ans. Il permettra aussi à Hydro-Québec, éventuellement, de harnacher quelques rivières sur le territoire du Nunavik. Les Inuits gagneront également plus d'autonomie dans leur développement politique, social et économique.

## La rencontre des solitudes

« Nous serons maintenant des partenaires à part entière », souligne Pita Aatami, président de la Société Maki-vik, un organisme qui gère les fonds des Inuits.



Jean-Claude Simard : « Le Nord a atteint un point de convergence, comme des plaques tectoniques qui se rencontrent. »

Pour les trois nations qui se partagent le territoire, le temps est venu d'apprendre à se parler. « C'est la rencontre de trois solitudes », ajoute M. Simard.

« Les nations ne pourront pas se développer en vase clos », mentionne à son tour le ministre délégué au Développement du Nord québécois, Michel Létourneau.

Au Nord, ça discute haut

et fort. Dans les bureaux et les restos, les intervenants économiques se rencontrent, les entrepreneurs discutent stratégies et alliances, les politiciens font leurs représentations.

« Ça court dans tous les sens, dit M. Simard. Tout ça nous est tombé dessus sans que l'on s'y attende et, maintenant, ça va très vite. Le Nord a atteint un point de convergence, comme des plaques tectoniques qui se rencontrent. »

Et alors que sa terre tremble, la région doit continuer de vivre avec les problèmes des régions ressources : le conflit du bois d'oeuvre touche ses scieries et le peu d'exploration menace la survie de ses mines. La remontée de l'or et la ruée vers le diamant ravivent les espoirs, mais la chute du zinc a obligé Noranda, notamment, à interrompre sa production.

En 2001, le taux de chômage au Nord-du-Québec (calculé avec celui de la Côte-Nord) a été de 13 %.

Le Nord-du-Québec fournit 20 % des récoltes de bois au Québec, 20 % du minerai, et compte 296 barrages et di-

gues pour fournir de l'électricité. Il est temps, dit M. Claveau, qui est aussi l'ex-maire de Chibougamau, qu'on s'y intéresse.

« Depuis longtemps, des experts sont arrivés au Nord avec des solutions sans en connaître les réalités. Là, il y a une volonté de nous écouter. C'est la première fois dans l'histoire qu'un gouvernement prend une telle position et nous espérons que cela deviendra une habitude », dit M. Claveau.

Cette région continuera de faire parler d'elle dans l'avenir. Tellement, que le président de la SDBJ cherche un agent de communications. En plus d'investir, la SDBJ gère des routes, des aéroports, des hôtels et un parc immobilier de 31 000 m<sup>2</sup> sur le territoire de la Baie James. Avis aux intéressés qui n'ont pas peur de l'éloignement... ■

## SITES CLÉS

lesaffaires.com

Tapez le mot suivant

Nord-du-Québec

OK

# METCO



Ressources Metco Inc. est une société d'exploration minière active au Québec et orientée vers les découvertes de gisements de métaux usuels ainsi que de platine et palladium. Ses travaux de recherche sont principalement concentrés dans quatre camps miniers :

- **Chibougamau** : quatre propriétés comprenant au total 156 claims d'une superficie de 8830 hectares avec un fort potentiel en platine et palladium;
- **Lebel-sur-Quévillon** : intérêts variant de 50 à 83% sur 160 claims à l'est et sur le prolongement des corridors minéralisés de la mine Langlois et des gîtes Orphée et Grevet B;
- **Matagami** : option de gagner un intérêt de 50% sur 79 claims situés sur la Tuffite Clé, hôte de tous les gisements du camp minier de Matagami;
- **Rouyn-Noranda** : intérêt de 100% dans 73 claims au cœur d'un des plus grands camps minier au monde.

### Pour information :

1155 rue University, bureau 812  
Montréal, Québec, Canada H3B 3A7  
Tél : (514) 875-9820  
Fax: (514) 875-9764  
Email : info@metco.ca

[www.metco.ca](http://www.metco.ca)

Symbole boursier : mko (TSX de croissance)

La mine Bell-Allard située à proximité de Matagami, au Québec, a été mise en production commerciale en janvier 2000. Elle produit à sa capacité nominale de 2 100 tonnes par jour et emploie 260 personnes. Elle produit principalement du concentré de zinc et de cuivre. Les réserves prouvées actuelles devraient durer encore environ trois ans.

Noranda Inc. est un chef de file international de l'exploitation minière et métallurgique. La Société compte plus de 48 exploitations minières et métallurgiques et projets de mise en valeur dans neuf pays. Noranda est l'un des plus grands producteurs de zinc et de nickel au monde ainsi qu'un important producteur de cuivre, d'aluminium primaire et ouvré, de plomb, d'argent, d'or, d'acide sulfurique et de cobalt. Noranda est aussi un important recycleur de cuivre, de nickel et de métaux précieux secondaires. Noranda emploie plus de 16 000 personnes. Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York (NRD).



**noranda**

Mine Matagami

Noranda Inc.  
Mine Matagami  
500, boulevard Industriel  
Matagami (Québec)  
Canada J0Y 2A0  
[www.noranda.com](http://www.noranda.com)  
Tél. : (819) 739 2511  
Fax : (819) 739 4941



# La région entend bien profiter de la manne des grands travaux

**Kathy Noël**

noelk@transcontinental.ca

**K**wey et Wachiya. Ne serait-ce que pour dire ces deux mots, qui signifient *Bonjour* et *Au revoir* en langue crie, **Laurent Levasseur**, un entrepreneur de Chibougamau, se cherche un professeur. Mais, en fait, ses besoins se situent au delà des simples salutations d'usage.

« C'est mon intention d'apprendre le cri. Je cherche un prof et des outils. De leur côté, les autochtones font un effort important. Certains d'entre eux parlent même trois langues », dit le président de **Polaires CCM** et de **Consortium Baie James**, un regroupement de six entrepreneurs généraux formé pour profiter des retombées des grands travaux de barrage d'**Hydro-Québec**.

Ce désir d'apprendre la langue crie de la part des entrepreneurs du Nord-du-Québec n'est pas dénué d'intérêt. Dans les prochaines années, il sera crucial pour eux de se rapprocher de ceux qu'ils côtoient au quotidien. L'entente signée avec le gouvernement du Québec ne fera-t-elle pas des Cris les prochains donneurs d'ordre ? On se rappellera que *La Paix des Braves* prévoit qu'Hydro-

Québec réservera des contrats d'une valeur de 560 M\$ négociés de gré à gré avec les autochtones dans le cadre des projets *Eastmain 1* et *Eastmain 1A et dérivation Rupert*, deux projets d'aménagement hydroélectrique dont le coût total s'élève à 4 milliards de dollars (G\$). Ce vaste complexe hydroélectrique génèrera 1 200 mégawatts supplémentaires d'ici 2010, soit

une augmentation de 15 % de la capacité hydroélectrique totale actuelle de la Baie James.

## Travaux gigantesques

Le projet *Eastmain 1*, déjà prévu par la *Convention de la Baie James*, consiste à construire un barrage sur la rivière Eastmain. Pour ce projet, les Cris auront accès à des contrats d'une valeur de plus de 300 M\$ dès 2002.

L'autre aménagement, *Eastmain 1A*, comprend la dérivation de la rivière Rupert. Pour cette deuxième phase, les Cris pourront obtenir des contrats d'une valeur de 260 M\$. Les travaux commenceront en 2005 pour se prolonger jusqu'en 2010.

Les deux projets devraient créer 10 500 emplois au cours des neuf prochaines années, dont des emplois garantis pour les membres de la communauté crie.

Pas étonnant, donc, que M. Levasseur et ses homologues veuillent créer des liens avec les Cris. L'une des entreprises crie qui risque de rafler une bonne part des contrats, **La Compagnie de construction et de développement crie**, est devenue l'une des plus importantes sociétés de construction au Québec. Dès cette année, des contrats de construction d'une route et d'un campement pouvant accueillir 2 500 travailleurs seront réalisés.

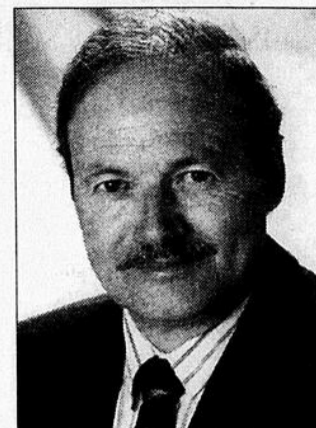
« Nous essayons de faire des alliances avec les autochtones pour travailler avec eux. Nous cherchons, comme collectivité, à obtenir le plus de contrats possibles et le plus de retombées en termes de création d'emplois et d'achats locaux à court, moyen et long termes », dit M. Levasseur.

Il faudra faire vite. « Nous prévoyons un premier appel d'offres à l'automne, en octobre ou novembre, pour les travaux de dérivation et les travaux subséquents », indique de son côté **Daniel Rivard**, directeur régional d'Hydro-Québec pour l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec.

Aucune alliance n'a été conclue jusqu'à maintenant avec les Cris. Quand on lui demande si les entreprises locales sont prêtes à profiter de la manne, **Carl Gilbert**, directeur, investissements, à la **Société de développement de la Baie James (SDBJ)** hésite. Il croise les bras, recule dans sa chaise et sourit, cherchant les mots justes.

« Le défi sera grand, parce que cela s'en vient très rapidement. Ce sont des projets majeurs sur une courte période et le risque est de voir les grandes entreprises débarquer et repartir. Il y a toujours des choses que les entreprises d'ici ne seront pas en mesure de faire, mais pour ce qui est accessible, il reste à voir comment Hydro divisera ses contrats », dit-il.

Pour M. Levasseur, le défi



**Laurent Levasseur, de Polaires CCM : « C'est mon intention d'apprendre le cri. Je cherche un prof et des outils. »**

sera plus humain que technique. « Nous avons des histoires différentes et des valeurs différentes et c'est la première fois dans l'histoire que nous avons un but commun. Le défi de l'alliance est très grand. Nous passons de la théorie à la pratique. » Citée en exemple, la mine *Troilus* est un beau cas de partenariat puisque 25 % de sa main-d'oeuvre est crie. Elle a d'ailleurs servi de modèle pour *La Paix des Braves*.

## Apprendre à se connaître

Au cours de la première et la deuxième phase des travaux liés au complexe *La Grande* - de 1975 à 1981 et de 1987 à 1992 - la région du Nord-du-Québec n'existait pas en tant que région administrative. À l'époque, les retombées pour l'Abitibi-Témiscamingue et le Saguenay-Lac Saint-Jean, dont les principales villes du Nord faisaient alors partie, n'ont été que de 3 %. En achats de biens et de services et en salaires sur les chantiers, les deux régions sont allées chercher 676 M\$ pour des travaux représentant un investissement total de 23,5 G\$.

Les entreprises espèrent plus cette fois-ci. « Il faut bien connaître les entreprises de la région pour ajuster nos contrats. Les efforts doivent aussi venir du milieu. Les entreprises doivent nous démontrer ce qu'elles sont en mesure de nous offrir. De notre part, pour les qualifier à nos façons de faire, il faut les habiliter à identifier nos besoins. »

Hydro-Québec tiendra, par exemple, des sessions régulières sur l'avancement des travaux et sur ses besoins. M. Rivard prévoit, cette fois, plus de retombées pour la région.

« Les gens oublient que la région numéro 10 n'existait pas à l'époque de la première Baie James. Maintenant, il y a une volonté particulière de se prendre en mains. Nous savons que les gens n'ont pas été satisfaits des retombées de la phase 1 et 2, mais maintenant, Hydro travailler avec les gens de cette région en priorité parce que cela se passe chez eux. » ■

## Bâtir une qualité de vie... avec nos richesses naturelles.

Située au cœur de la forêt boréale, **Chantiers Chibougamau** est devenue chef de file dans l'exportation internationale de bois d'œuvre fabriqués à partir d'épinettes noires du nord québécois.

Depuis 1961, nous avons établi d'importants partenariats basés sur notre capacité d'adaptation aux besoins du marché et la qualité de notre service. L'innovation et les nouvelles technologies sont devenues parties intégrantes de notre développement.

## NORDIC

Le groupe **Nordic - Bois d'ingénierie**, division des Chantiers Chibougamau, est pour sa part engagé à développer et promouvoir des produits à valeurs ajoutées destinés aux marchés résidentiel et commercial.

L'implantation de l'usine de fabrication de poutrelles en I et de poutres en bois lamellé-collé intègre des technologies de pointe en matière de classification et d'aboutement du bois afin d'optimiser l'utilisation de la fibre.

Notre politique en matière de gestion forestière inclut l'implantation de la norme ISO 14001, et témoigne de notre volonté d'assurer la pérennité de la forêt. Nous sommes convaincus que la qualité de vie est fonction de la préservation des ressources naturelles que nous utilisons.

CHANTIERS CHIBOUGAMAU  
521 chemin Merrill, C.P. 216  
Chibougamau (Québec) G8P 2K7

BOIS D'INGÉNIERIE NORDIC  
185, av. Dorval, bur. 304  
Dorval (Québec) H9S 5J9

Distribué par:  
Chevrans Lavallois Inc.  
Laval (Québec)

# Locaux cherchent entrepreneurs

Ils sont inoccupés depuis la fin des travaux des phases 1 et 2 de la Baie-James

Kathy Noël

noelk@transcontinental.ca

À Matagami, depuis quelques mois, le téléphone de la municipalité ne dérouge pas. Il fait renaître l'espoir parmi les habitants de cette petite ville qui survit péniblement grâce aux mines.

« À tous les jours, nous avons des demandes d'information d'entreprises qui veulent placer leurs pions pour profiter des grands travaux », dit Daniel Cliche, agent de développement et directeur général adjoint de la Ville de Matagami.

Matagami est la communauté jamésienne située la plus près des sites des aménagements hydroélectriques *Eastmain 1* et *Eastmain 1-A Rupert*, dont les débuts de la construction sont prévus dès cette année. Au km 0 de la route de la Baie-James et à 600 km de Radisson, la petite municipalité de 2 000 habitants espère bien elle aussi goûter à la manne d'emplois et de retombées.

« Des entreprises de partout, de Montréal, de Trois-Rivières

et de l'Outaouais, veulent savoir quelles sont les disponibilités de locaux pour venir faire de la sous-traitance. Nous avons encore toutes les infrastructures qui ont servi à la première Baie-James. »

Lors des phases 1 et 2 de la Baie-James, il y a 20 ans, la population de Matagami avait augmenté jusqu'à 5 000. Depuis la fin des travaux, au début des années 90, plusieurs locaux sont encore vides.

Il y a, à Matagami une cour de transbordement, de l'équipement ferroviaire, un entrepôt, une cour de triage, une usine de ciment avec les silos. À l'époque, le ciment servant à la construction des barrages montait en poudre à partir de Matagami jusqu'à la Baie-James. Il reste des bâtiments encore disponibles dans le parc industriel.

L'agent de développement économique n'était cependant pas en mesure de préciser le nombre de pieds carrés vacants. Plusieurs terrains sont aussi disponibles.

À Matagami, on retrouve aussi le siège social de la



Depuis quelques mois, le téléphone de la municipalité de Matagami ne dérouge pas. Les grands travaux hydroélectriques prévus cette année engendrent des demandes d'information d'entreprises désirant y installer leurs pions.

municipalité de la Baie-James et celui de la Société de développement de la Baie James.

« Nous avons encore toutes les infrastructures pour supporter une plus grosse population comme les écoles, les centres de santé, les maisons. Nous fondons de grands espoirs avec les projets d'Hydro-Québec pour repartir

l'activité économique au maximum », dit M. Cliche, ajoutant que 50 % des emplois à Matagami sont liés au secteur minier. À elle seule, la mine de zinc *Bell-Allard*, dont la survie au delà de deux à trois ans est encore incertaine, emploie 260 personnes. « Le matin où la mine va fermer, ça va faire pitié. »

# Environ 150 emplois iront aux communautés cries

En tout, 10 500 emplois seront créés

Hydro-Québec a déjà commencé à identifier ses besoins en emplois et le genre de contrats qui devront être effectués en vue des grands travaux de barrages qui seront réalisés sur la rivière Eastmain.

Le projet créera 10 500 emplois au cours des neuf prochaines années. « Étant donné que les travaux se feront en deux phases, toutes les données sont à revoir. Il se pourrait bien que ce soit plus que ça encore », souligne Daniel Rivard, directeur régional d'Hydro-Québec pour l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec.

Sur le total de ces emplois, au moins 150 iront aux communautés cries, comme le prévoyait déjà la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* (CBJNQ).

« Nous avons ciblé des emplois plus spécifiques pour eux comme les emplois de métier, c'est-à-dire les électriciens, les employés d'appareillage, de maintenance et

les mécaniciens. Ensuite, nous aurons besoin de techniciens en instrumentation et contrôle de systèmes à distance de même que de techniciens en télécommunications », mentionne M. Rivard.

## Des autochtones à l'emploi d'Hydro

Déjà, 20 autochtones sont à l'emploi d'Hydro-Québec, dont 8 permanents et 12 temporaires. Ces derniers seront les premiers sur la liste des nouveaux emplois.

Cette fois, la formation des jeunes travailleurs cries sera entre les mains des commissions scolaires.

« Ce sera différent des travaux réalisés dans les années 80, où Hydro avait mis en place un centre de formation qui n'avait pas bien fonctionné. Les jeunes cries avaient l'équivalent d'un 3<sup>e</sup> secondaire et il fallait les amener en 5<sup>e</sup> secondaire », explique le directeur régional de la société d'État. (KN)



- Vous cherchez à investir ?
- Vous voulez profiter d'un boum économique important ?

## Pensez à **Chibougamau**

### la métropole du Nord-du-Québec!

Une ville de près de 10 000 habitants, dotée de tous les services dont peut rêver une population en plein essor; siège de plusieurs bureaux de ministères et d'organismes régionaux.

Une ville entourée de 4 villages cries, bénéficiaires de l'entente Cris-Québec La paix des braves.

Une ville en plein coeur de la ruée vers le diamant.

Une ville riche de projets miniers importants comme la mine d'or Meston et le nouveau développement du gisement or-cuivre de Copper Rand 5000 en cours de réalisation.

Une ville où McKenzie Bay International s'apprête à investir 350 millions \$ pour mettre en exploitation le plus gros gisement de vanadium en Amérique du Nord et le deuxième plus important au monde et pour construire une raffinerie.

La porte d'entrée du projet Eastmain-Rupert d'Hydro-Québec.

**Investisseurs industriels, commerciaux et touristiques,**  
nous serons fiers de vous compter parmi les nôtres pour récolter les fruits de notre labeur collectif et participer au développement durable de notre communauté. Pour obtenir de l'information, n'hésitez pas à nous contacter, nous nous ferons un plaisir de répondre à toutes vos interrogations.



Commission économique et touristique de Chibougamau (CETC)

600, 3e Rue, bureau 2  
Chibougamau (Québec) G8P 1P1  
Tél. : (418) 748-6060  
Fax : 748-4020  
Courriel : cetc@lino.sympatico.ca



# Les Cris investiront 9 M\$ dans le logement

Une première tranche de 23 M\$ des 139 M\$ prévus sur trois ans dans *La Paix des Braves* a déjà été versée

Kathy Noël

noelk@transcontinental.ca

Les communautés crie du Nord-du-Québec ont reçu le mois dernier une première tranche de 23 M\$ des 139 M\$ prévus sur trois ans dans *La Paix des Braves*. Plus du tiers de cette première enveloppe sera consacré à la construction de logements sur les réserves, soit 9 M\$.

« Ce n'est pas rare que, dans les villages crie de mon comté, l'hiver, les gens se retrouvent à 12 ou 14 par maison », citait en exemple le député libéral d'Abitibi-Baie-James-Nunavik, **Guy Saint-Julien**, lors du dépôt d'une motion sur le sujet à la Chambre des communes, au début d'avril.

Le député souhaitait que le gouvernement fédéral donne un coup de pouce à l'industrie du bois d'oeuvre, qui subit les contrecoups des sanctions

commerciales américaines, en subventionnant la construction de maisons pour les autochtones. Ses souhaits seront peut-être en partie exaucés, mais plutôt par le gouvernement du Québec, puisque les Cris ont l'intention d'allouer les premiers deniers consentis dans la *Paix des Braves* à la construction de nouveaux logis.

En 2001, l'Assemblée des Premières Nations évaluait qu'il faudrait construire environ 22 000 logements par année durant les 10 prochaines années pour combler les besoins des peuples autochtones à la grandeur du Canada.

Dans le Nord-du-Québec, les populations autochtones

et inuites ne cessent d'augmenter pendant que celle des Jamésiens diminue – Jamésien est le nom donné aux blancs habitant la Baie-James. Selon les données de population du ministère des Affaires indien-



**Roméo Saganash : « Il va falloir développer l'entrepreneuriat autochtone. »**

## Les communautés crie<sup>1</sup>

Communautés	Résidents	Non résidents	Total
Chisasibi	3 171	122	3293
Eastmain	552	26	588
Mistissini	2 708	660	3368
Nemiscau	525	14	539
Oujé-Bougoumou	n.d.	n.d.	n.d.
Waskaganish	1 737	398	2135
Waswanipi	1 079	429	1508
Wemindji	1 080	136	1216
Whapmagoostui	685	6	691
<b>Total</b>	<b>11 547</b>	<b>1791</b>	<b>13 338</b>

1 : La population totale regroupe les résidents qui sont les membres de la communauté sur la réserve ainsi que les non-résidents qui sont les membres hors réserve.

SOURCE : AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADA

TABLEAU : LES AFFAIRES

nes et du Nord Canada, les Cris résidant sur le territoire de la Baie-James étaient près de 12 000 au 31 décembre 2001. Il y a 10 ans, ils étaient à peine 8 400 et en 2022, le chef du **Grand Conseil de bande**, **Ted Moses**, prévoit qu'ils seront 27 000 !

Déjà, dans les communautés, le manque criant de logements est visible. Les réserves constituées plus récemment, comme celle d'Oujé-Bougoumou, à 57 km de Chibougamau, s'en tirent mieux que d'autres.

Ailleurs, à Waswanipi, par exemple, certaines maisons sont dans un état de délabrement avancé. Cette situation n'est pas étrangère aux problèmes sociaux, à la violence et aux problèmes de drogue qui persistent dans les réserves.

Voilà sans doute un autre problème auquel s'attaqueront les communautés, en priorité, souligne **Roméo Saganash**, directeur des relations avec le Québec au **Grand Conseil des Cris** pour le Québec. De la somme de 23 M\$ déjà versée,

une autre tranche de 9 M\$ sera distribuée par habitant parmi les neuf communautés.

« Notre population est très jeune et si on ne fait rien, les problèmes psychosociaux vont augmenter. Il va falloir, entre autres, développer l'entrepreneuriat autochtone », dit M. Saganash.

## Le développement des communautés

La différence entre 23 M\$ et les 18 M\$ déjà répartis, soit 5 M\$, ira en effet au développement économique des communautés. Selon les termes de l'entente signée avec le gouvernement du Québec, les Cris devront dorénavant prendre en charge le fonctionnement de l'**Association des trappeurs crie**. Ils devront développer le tourisme – une première **Association touristique crie** vient d'être créée – et il est également prévu qu'ils embauchent un agent de développement économique par communauté. Enfin, les Cris devront mettre sur pied des programmes d'aide aux entrepreneurs.

## Points saillants de *La Paix des Braves*

- L'entente, d'une durée de 50 ans, prévoit que Québec versera aux Cris 3,5 G\$ au total.
- Les Cris recevront 23 M\$ en 2002-03, 46 M\$ en 2003-04 et 70 M\$ en 2004-05. Par la suite, cette contribution sera indexée selon l'évolution de l'activité économique dans les secteurs de l'hydroélectricité, de la foresterie et des mines.
- Les Cris se verront octroyer un volume annuel de 350 000 m<sup>3</sup> de matière ligneuse à exploiter sous forme de contrats d'aménagement forestier.
- Les Cris consentent à laisser tomber les litiges les opposant au gouvernement du Québec.
- Les Cris donnent leur accord à la construction d'un complexe hydroélectrique de 1 200 MW sur la rivière Eastmain.
- Les Cris et Québec créeront un conseil conjoint sur la foresterie.

DOMTAR EST FIERE D'ANNONCER QUE TOUTES SES OPERATIONS FORESTIERES SONT MAINTENANT HOMOLOGUEES SELON LA NORME ENVIRONNEMENTALE ISO 14001.

DOMTAR, ENGAGÉE À ASSURER UNE GESTION DURABLE DES FORÊTS.

**Domtar**

## DÉVELOPPER ENSEMBLE le Nord-du-Québec

- Le ministère des Régions soutient les Jamésiens, les Cris et les Inuits dans leurs efforts pour assurer un développement durable dans le milieu nordique, tant au niveau économique, social que culturel.
- La Stratégie de développement des régions ressources et la récente Politique de développement de la région du Nord-du-Québec constituent les nouveaux moyens disponibles pour assurer le développement de cet immense et magnifique territoire de la région du Nord-du-Québec.

Régions Québec

On prépare l'avenir

# La région offre aux prospecteurs une mine plus réjouie

La remontée de l'or, la course au diamant et l'exploitation de nouveaux métaux ravivent le secteur minier

**Kathy Noël**

noelk@transcontinental.ca

La région Nord-du-Québec n'échappe pas au ralentissement dans l'industrie minière, mais il y règne tout de même un optimisme palpable. Les raisons ? La remontée de l'or donne le coup d'envoi à certains projets, la course au diamant ravive l'activité et de nouveaux métaux, comme le vanadium, permettent d'espérer.

« Depuis deux ans, il y a une certaine reprise dans le secteur, entre autres avec le boom du diamant. Voyez, j'ai même réaménagé le bureau et ajouté de la couleur ! » lance le géologue **Patrick Houle**, responsable du bureau du ministère des **Ressources naturelles** de Chibougamau.

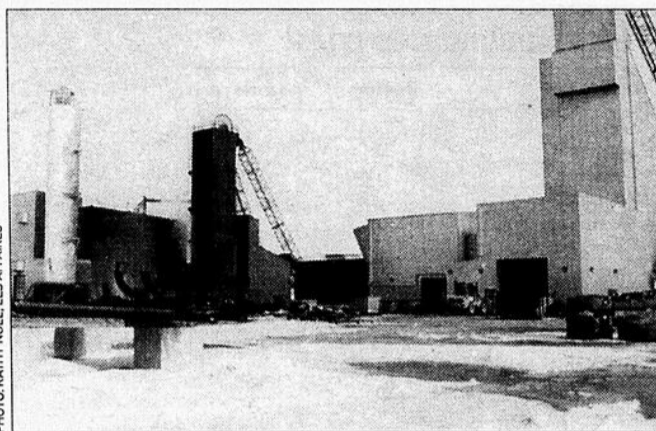
La découverte d'indices de diamant par **Ashton Mining of Canada** dans les monts Otish, au nord-ouest du lac Mistassini, a relancé l'exploration minière au Nord comme jamais. « C'est une course comme on en a jamais eu, soulignera aussi **Alain Vézi-**

**na**, porte-parole au ministère des Ressources naturelles. La dernière ruée de ce genre remonte à 1996, au nord du lac Volant, à Sept-Îles, pour du minerai de cuivre. »

Les derniers chiffres compilés par le ministère font état de 50 000 demandes de *claims* (parties de territoire jalonnées) enregistrées depuis l'annonce de la découverte par Ashton, il y a moins de six mois. Les demandes se font maintenant uniquement par Internet.

« En six mois, ces demandes sont l'équivalent de ce que l'on donne annuellement ! » lance M. Vézina.

Actuellement, huit sociétés d'exploration, sur une quarantaine qui ont obtenu des *claims*, ont installé leurs grandes tentes dans les monts Otish, selon M. Houle. Les hélicoptères et les DC-3 transportant les experts miniers se posent à l'*Aéroport de Chibougamau* avant de repartir vers les sites de forage. Tout se déroule dans le plus grand secret. Pas question, par exemple, d'amener une journaliste à bord, ai-je constaté !



**Bell Allard** veut exploiter un nouveau gisement qui lui donnera un sursis de six ans.

Et même si les habitants de Chibougamau ne savent pas grand-chose de ce qui se trame plus au nord, ils sont bien contents de voir leur ville goûter un peu de la frénésie.

« Les gens passent par ici, dorment à l'hôtel, mangent au resto. Cela amène de l'activité. Il y a des entreprises de Vancouver qui arrivent ici et dont on n'avait jamais entendu parler auparavant. Les *claims* sont bons pour deux ans, ensuite les sociétés de-

vront prendre une décision », dit M. Houle.

La ruée est bien réelle, mais ce n'est pas encore le *Klondike*. Pour les sociétés minières, les chances d'exploiter le précieux métal restent faibles. En fait, selon des statistiques présentées à la *World Diamond Conference 2001*, sur les 6 395 kimberlites – les roches susceptibles de contenir le diamant – découvertes jusqu'à maintenant dans le monde, 928 (14 %) sont diamantifères, 264

(4 %) contiennent du diamant de plus de 3 carats par 100 tonnes et seulement 48, soit 0,7 %, sont en production !

## Plus de possibilités

L'or, lui, est plus près de permettre une véritable reprise de l'emploi dans le secteur minier. Il y a un an, le minerai se négociait sous la barre des 265 \$ US l'once. Aujourd'hui, son prix oscille autour de 312 \$ US l'once.

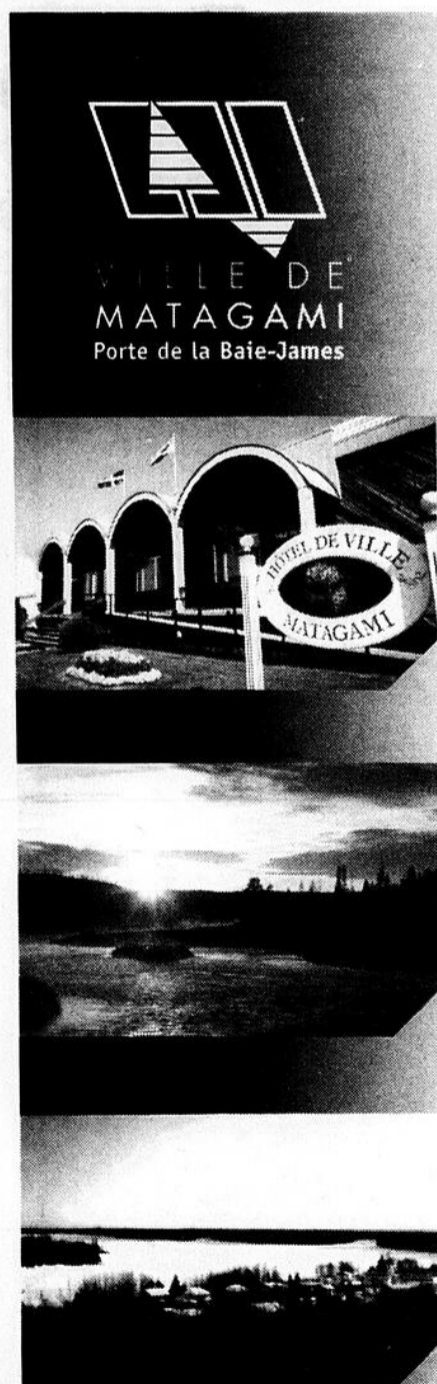
Si l'or brille, les yeux de **Claude Bégin** aussi. Vice-président et chef de l'exploitation de la mine *Copper Rand*, il travaille à relancer les activités de cette propriété des **Ressources Campbell**. Cette mine d'or et de cuivre, située tout près de Chibougamau, est fermée depuis 1997. Sa réouverture nécessite un investissement de 45 M\$ auquel participent la **Société de développement de la Baie James (SDBJ)**, **Soquem** et le **Fonds de solidarité FTQ**. L'argent a permis de creuser plus en profondeur pour continuer d'exploiter le gisement.

« Nous rappellerons au travail

175 personnes. L'étude de faisabilité a été faite pour 2,4 M de tonnes, ce qui nous donnera un autre cinq ans d'exploitation. Dans moins de deux ans, nous hisserons la première tonne. Et si l'or continue de remonter, on recouvrera notre investissement rapidement », explique M. Bégin.

A proximité de Matagami, les employés de la mine de zinc **Bell Allard**, une propriété de **Noranda**, espèrent un sursis même si la société annonçait la semaine dernière qu'elle allait interrompre pendant un mois la production, à compter du 29 juin, en raison de la faiblesse prolongée des cours et des stocks élevés de métaux sur les marchés mondiaux.

La société déposera une étude de rentabilité cet été pour exploiter un gisement de 5 M de tonnes découvert tout près du gisement actuellement en exploitation. La mine peut être exploitée pour trois ans encore. Le projet, qui coûte entre 80 et 100 M\$, permettrait de prolonger sa durée de vie d'un autre six ans et de préserver les emplois de 260 personnes. ■



EM1-Rupert :

# Matagami, un choix stratégique

Pour vous positionner stratégiquement pour le projet EM1-Rupert, commandez votre pochette d'information ou contactez :

Ville de Matagami  
Société de développement  
commercial de Matagami

Tél. : 819-739-2541  
télé. : 819-739-4278  
matagami@matagami.com  
www.matagami.com

## Du vanadium en production dès cet été

Kathy Noël

noelk@transcontinental.ca

Une première usine-pilote de vanadium de la société minière **Mckenzie Bay Ressources**, une filiale de **Mckenzie Bay International**, entrera en production dès l'été prochain, au lac Doré, à 20 km au sud-est de Chibougamau.

« Nous sommes en négociations pour finaliser l'entente. L'usine devrait être en marche d'ici à juillet ou août », dit **Donald Murphy**, président de Mckenzie Bay Ressources.

La société veut pouvoir livrer ses premiers litres d'électrolyte au vanadium dès novembre 2002 pour répondre à la demande à court terme. Il s'agira d'une première expérience en laboratoire pour une production à petite échelle.

### Projet de 364 M\$

La véritable usine-pilote, qui aura une capacité annuelle de 5 M de litres, devrait entrer en production dans un an. Ce sera la dernière étape avant la mise en marche de la véritable exploitation d'une mine à ciel ouvert de vanadium et d'une usine de transformation. Le projet de 364 M\$ est encore à l'étape du financement. La Société



Une roche de vanadinite, qui donnera le vanadium.

québécoise d'exploration minière (Soquem), une division de **SGF Mineral**, une filiale de la **Société générale de financement** (SGF), détient une participation de 20 % dans ce projet. Le reste est détenu par Mckenzie Bay.

Une étude de rentabilité réalisée par **SNC-Lavalin** laisse entrevoir de bonnes perspectives pour ce minerai. Elle prévoit un taux de rendement interne de près de 29 %, ce qui est considéré comme très rentable dans le secteur minier, selon M. Murphy.

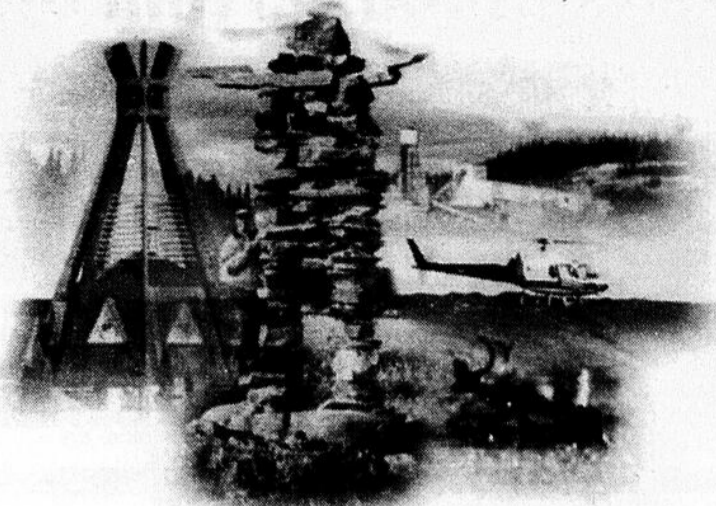
Le plan d'exploitation minière est prévu sur 20 ans. Le gisement d'une longueur de 16 kilomètres contient une réserve de 80 M de tonnes ou 1,27 milliard de litres d'électrolyte de vanadium VE. La capacité de production an-

nuelle est évaluée à 63,5 M de litres et la mine fournira de l'emploi à plus de 300 personnes. Le projet comprend aussi une raffinerie pour purifier le vanadium. Le marché visé par ce projet est celui des piles et des batteries.

Pour M. Murphy comme pour plusieurs, l'avenir du secteur minier en région passera aussi par la diversification dans les métaux exploités. Des indices de paladium, un métal industriel utilisé dans l'électronique, ont aussi été découverts.

« Cela permet de diversifier l'économie et de créer des emplois plus spécialisés et pas seulement des mineurs. Si l'on réussit cette étape, on sera assis sur autre chose que l'or ou le cuivre, qui sont constamment soumis aux fluctuations des marchés. » ■

## FONDS régional de solidarité FTQ Nord-du-Québec



### Capital de développement

Investissements de 50 000 \$ à 500 000 \$ sans garantie

Secteurs exclus : - commerce de détail  
- immobilier  
- services financiers

Pour nous rejoindre :

Fonds régional de solidarité FTQ Nord-du-Québec  
432 B, 3e Rue

Chibougamau (Québec) G8P 1N7

No tél. : (418) 748-8180

(888) 748-8180 (Sans frais)

No téléc. : (418) 748-7121

Internet : [www.ndq.fondsreg.com](http://www.ndq.fondsreg.com)



Commission scolaire  
de la Baie-James  
Services aux entreprises

Les Services aux entreprises et aux organismes de la Commission scolaire de la Baie-James sont présents sur l'ensemble du territoire de la Jamésie.

## Des services professionnels adaptés à vos besoins !

- ▶ Analyse des besoins en formation ;
- ▶ Préparation et conception d'un plan de formation adapté ;
- ▶ Élaboration de programmes de formation sur mesure ;
- ▶ Évaluation des acquis scolaires et extra-scolaires ;
- ▶ Information sur les programmes d'aide à la formation.

Toute cette démarche est conçue de façon à assurer à l'entreprise ou à l'organisme des résultats concrets et satisfaisants.

## Mandats réalisés en 2001-2002

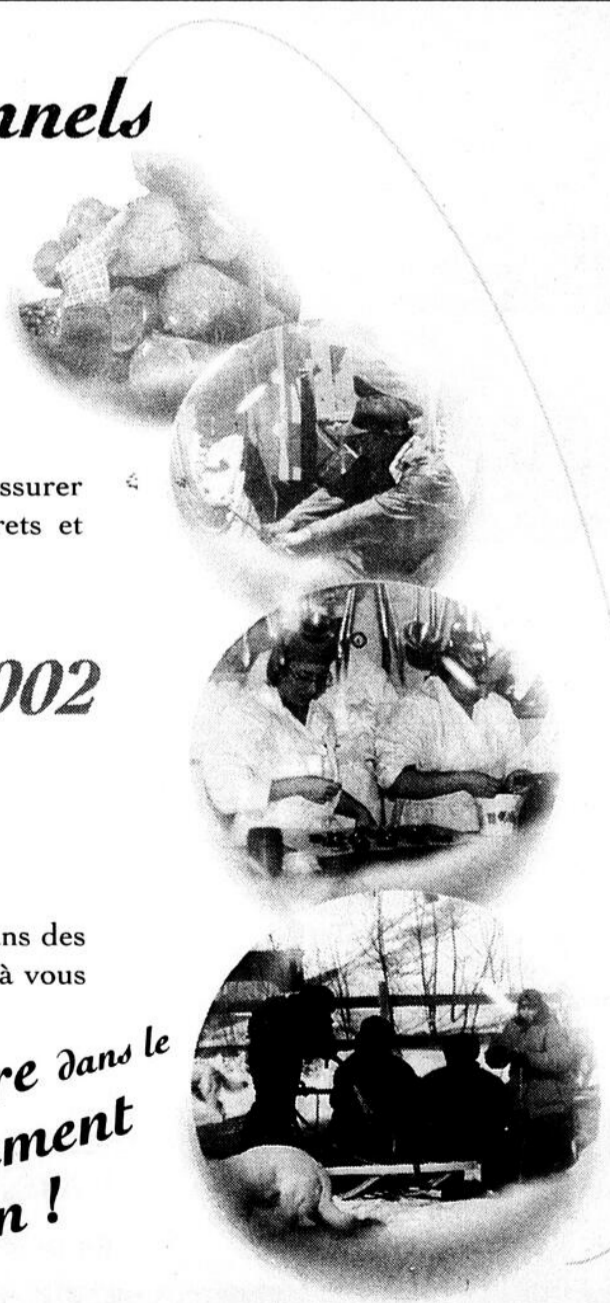
111 cours  
1 152 inscriptions  
20 167 heures de formation

Nous offrons des activités d'apprentissage dans des domaines très variés. En fait, il n'en tient qu'à vous de nous indiquer vos besoins...

### Contactez-nous !

Chapais et Chibougamau : (418) 748-7621, poste 2227  
Lebel-sur-Quévillon : (819) 755-4136, poste 235  
Matagami : (819) 739-4361  
Valcanton et Villebois : (819) 941-2704  
Radisson : (819) 638-8371

Partenaire dans le  
développement  
de sa région !



# Le plus grand terrain de jeu au monde attend les visiteurs

Le Nord veut se positionner comme une destination écotouristique

**Kathy Noël**

noelk@transcontinental.ca

Qui dit Nord-du-Québec pense chasse et pêche, pourvoies et motoneiges. Avec ses rivières, ses grands espaces et ses aurores boréales, la région offre un décor tellement propice au

tourisme d'aventure et à l'écotourisme que l'on vise maintenant à développer ces nouveaux créneaux.

« C'est le plus grand terrain de jeu au monde ! » lance **Richard Perron**, président d'ECOaventures. Cette petite entreprise dont le siège social est à La Sarre, en Abitibi, a

installé la base de ses activités dans le Grand Nord, à Matagami. Toujours en démarrage, elle compte déjà 17 employés, dont une douzaine de guides.

Dès cet été, elle compte offrir une quinzaine de forfaits dont la descente en canot des rivières Broadback, Pontax, Rupert, Harricana et Kipawa.

L'adepte de plein-air peut aussi choisir de pagayer en kayak de mer sur le lac Matagami ou encore dans la baie James. L'hiver, ECOaventures organise une traversée de la baie James en ski de fond, un périple de cinq jours.

« Ce sont des expériences fortes sur le plan personnel.

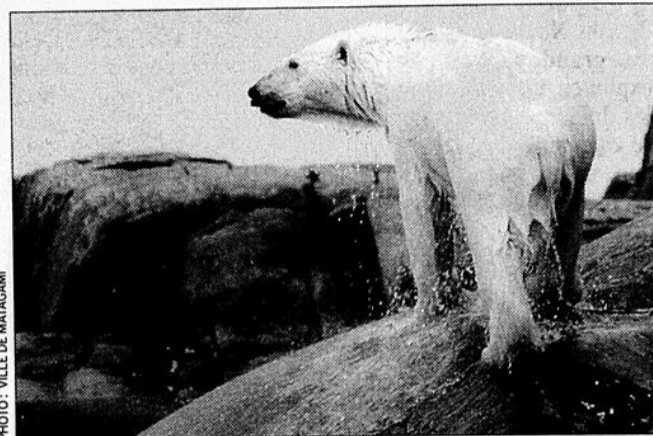


PHOTO: VILLE DE MATAGAMI

La région offre des panoramas différents, qui dépassent totalement les nombreux touristes qui visitent la région.

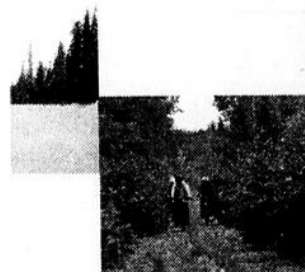
## LE NORD québécois

### L'HABITER



### LE DÉVELOPPER

### LE PROTÉGER



*Une mission*

*que nous partageons  
avec toutes les communautés*

Régions  
Québec

On prépare l'avenir

L'expérience nordique, c'est la découverte d'une forêt boréale, d'une taïga ou d'une toundra. C'est aussi la découverte des cultures autochtones et inuits. Sur le territoire, il y a des infrastructures pour déconnecter et revenir à des valeurs plus humaines. J'ai vu des gens pleurer après une telle expérience », raconte M. Perron. Les objectifs de l'entreprise sont d'attirer, d'ici cinq à sept ans, quelque 10 000 clients et de créer 65 emplois. Les activités d'ECOaventures sont axées sur le plein-air et l'aventure, mais aussi sur le respect de l'environnement.

#### Année internationale de l'écotourisme

L'écotourisme est un créneau que la région tente de développer. À ce titre, elle ne fait pas exception à d'autres coins du globe puisque 2002 a été déclarée *Année internationale de l'écotourisme*.

D'ailleurs, à Matagami, la **Société de développement de la Baie James (SDBJ)** et les trois associés d'ECOaventures que sont **Richard Perron**, **James McGregor** et **Olivier Allenbach-Illaire**, veulent investir 4 M\$ pour construire un écolodge.

L'écolodge est un concept d'unités d'hébergement suivant la philosophie de l'écotourisme. Il est construit dans un esprit de respect de l'environnement et de la culture locale. L'un des principes clés d'un écolodge est qu'il doit être installé dans un milieu naturel isolé et entouré d'une forêt riche en biodiversité. Celui de Matagami est prévu aux abords du lac Matagami.

Il existe peu de véritables écolodges dans le monde. On en retrouve notamment en Équateur, qui ressemblent à des maisons sur pilotis. L'écolodge de Matagami, dont les plans ne sont pas encore terminés, sera ouvert quatre saisons. Il sera donc particulier en raison de son caractère nordique.

« C'est un défi d'ingénierie. On doit réinventer les techniques de construction et trouver des solutions écologiques pour le chauffage, l'approvi-

sionnement en eau et l'éclairage. Ce sera un laboratoire où les gens viendront s'instruire et vivre sans laisser d'impact sur l'environnement », explique **Daniel Cliche**, agent de développement et directeur général adjoint à la ville de Matagami, également partenaire dans le projet.

Le début de la construction n'est pas prévu avant 2003 ou 2004, le temps de finaliser l'étude de faisabilité. Et la ville de Matagami voit grand pour son écolodge. Elle veut en faire un produit touristique d'appel. « Le problème est que Matagami n'est pas une destination, c'est une halte pour les pêcheurs, les chasseurs ou encore les visiteurs des centrales hydroélectriques de la Baie James. Je dirais que 95 % des visiteurs viennent ici pour ces raisons », poursuit M. Cliche.

Ce dernier résumé bien la situation de plusieurs municipalités de la région; les hélicoptères ou les avions remplis de pêcheurs et de chasseurs leur passent au-dessus de la tête et les autobus bondés de touristes industriels ne s'y arrêtent que pour se dégourdir les jambes.

« Nous avons une région à bâtir. Au point de vue touristique, nous sommes devant une page blanche. »

#### Les barrages, toujours populaires

Les deux centrales électriques d'Hydro-Québec ouvertes à la population dans la région du Nord-du-Québec reçoivent, bon an mal an, près de 12 000 visiteurs. Ainsi, l'*Aménagement Robert-Bourassa* (anciennement *La Grande 2*), situé à Radisson, a vu, ces deux dernières années, son chiffre de visiteurs baisser de 7 400 à 7 000 tandis que la centrale hydroélectrique appelée *La Grande 1* a reçu 4 000 visiteurs en 2000 et 4 300 l'an dernier. Ces visites se déroulent de juin à septembre. Il y aurait 23 emplois directs liés aux visites des centrales. Et les visiteurs peuvent se rendre de Montréal à Radisson sur une route entièrement asphaltée, prend-on soin de préciser... sur une distance de 1 400 kilomètres. ■

# Attirer les touristes... et les retenir

**Kathy Noël**

noelk@transcontinental.ca

Le potentiel touristique du Nord-du-Québec est grand, mais difficile à exploiter. Les distances entre les différents attraits du nord se calculent souvent en centaine de kilomètres et, hormis les pourvoires, les infrastructures sont peu nombreuses pour accueillir, mais surtout retenir les touristes.

« Les avantages de la région, avec ses grands espaces, sont à la fois ses inconvénients », dit **Carl Gilbert**, directeur, investissements, à la **Société de développement de la Baie James (SDBJ)**.

« L'offre est éclatée. Il n'y a pas d'offre coordonnée pour retenir les gens. Avec les visiteurs de la Baie James et les pourvoires, il y a une masse critique qu'il faudra retenir en offrant plus d'infrastructures d'accueil », dit-il.

En plus, il est difficile d'obtenir des statistiques et d'avoir une vue d'ensemble du tourisme du nord, puisqu'il est développé par trois associations distinctes : l'**Association touristique du Nunavik**, **Tourisme Baie James** et l'**Association crie de**

**tourisme et de pourvoire.**

Les deux derniers organismes viennent d'être reconnus en tant qu'*association touristique régionale (ATR)*. Celle de la Baie James a reçu une subvention de 1,8 M\$ pour développer son offre.

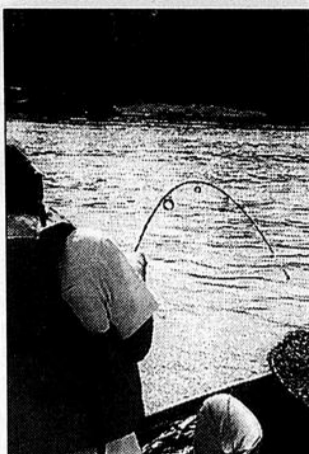
## Réseau de pourvoires

Plusieurs projets sont en cours, notamment le long de la route de la Baie James. Au total, la Société de développement de la Baie James prévoit investir 6 M\$ dans le secteur touristique d'ici 2006. « Nous espérons que le tourisme devienne un pôle de développement majeur dans les années à venir », mentionne M. Gilbert.

Il reste que, pour le moment, le tourisme dans cette région existe surtout grâce à la soixantaine de pourvoires présentes sur le territoire.

L'une des plus importantes, **Pourvoire Mirage**, accueille bon an mal an plus de 2 000 clients par année, dont 40 % d'Américains. La pourvoirie est située à 358 km de Radisson ou encore à 1 680 km de Montréal (!) sur la route transtaïga.

« Certains produits, comme la chasse au caribou l'hiver, sont très recherchés par les



Américains. Quand le caribou descend vers le sud, il est accessible en auto, alors qu'à l'automne, il faut monter plus haut, en hélicoptère, pour le chasser », explique **Louis Bazin**, de la Pourvoirie Mirage. Certains périple, dit-il, peuvent coûter jusqu'à 23 000 \$ ! Sinon, ils varient entre 600 \$ et 1 500 \$.

La pourvoirie a investi près de 400 000 \$ cette année pour développer le tourisme *corporatif*. Elle construit actuellement des salles de réunion, de détente, de conditionnement physique avec spa et sauna pour allier détente, chasse, pêche et discussions stratégiques. ■



CONSEIL RÉGIONAL  
DE DÉVELOPPEMENT  
de la Baie-James



CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT  
de la Baie-James

Le Conseil régional de développement de la Baie-James (CRDBJ) favorise la concertation entre les organismes, associations, corporations, entreprises et institutions partenaires et représentatives de la population de la région administrative Nord-du-Québec / Baie-James.

Il est reconnu comme l'interlocuteur privilégié en matière de développement ainsi qu'à titre d'organisme responsable de concertation régionale pour définir la problématique du développement global de la région et adopter un plan stratégique régional définissant les axes de développement et les priorités régionales. Il doit aussi négocier et conclure avec le gouvernement une entente cadre de même que des ententes spécifiques en découlant avec les ministères et organismes gouvernementaux. Assurer un suivi et, périodiquement, procéder à une évaluation de ses actions.

Le CRD de la Baie-James donne également des avis et fait des recommandations au gouvernement pour tout ce qui touche le développement régional.

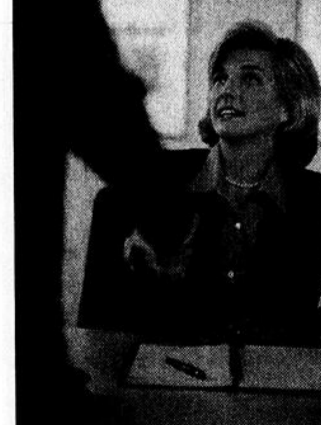
110, boul. Matagami, C.P. 940  
Matagami (Québec) J0Y 2A0  
Tél : (819) 739-4111 ou (800) 516-4111  
Télec : (819) 739-4809  
Courriel : [matagami@crdbj.ca](mailto:matagami@crdbj.ca)

## Clients et services offerts

Le Centre local de développement de la Baie-James offre des services de première ligne d'accompagnement ou de soutien technique ou financier auprès des entrepreneurs potentiels ou déjà en activité, individuels ou collectifs (incluant les entreprises d'économie sociale) quel que soit leur âge ou le stade de développement de l'entreprise dans la région Nord-du-Québec.

Ces services peuvent comprendre notamment :

- les services de consultation, d'orientation et de référence;
- l'aide à la réalisation de plans d'affaires incluant les études de préféabilité;
- la recherche de financement;
- l'aide financière aux entreprises;
- la formation en entrepreneuriat;
- le soutien aux entreprises aux fins de faciliter la gestion de leur personnel;
- la référence à des services plus spécialisés, notamment en matière d'exportation, de développement technologique



## La Direction régionale Nord-du-Québec d'Emploi-Québec

a vu le jour en avril 1998. Depuis sa création, le coffre à outils d'Emploi-Québec est mis à profit à toute la population jamésienne.

La présence d'Emploi-Québec sur le territoire jamésien s'effectue à l'intérieur du CLE Baie James et ses points de services. Pour ce qui est du Nunavik, Emploi-Québec a conclu, avec l'Administration Régionale Kativik, une entente qui permet aux Inuits d'avoir accès aux mesures d'Emploi-Québec. En ce qui concerne les communautés crie, des discussions sont en cours.

La région Nord-du-Québec regroupe quelque quarante et un mille (41 000) habitants sur une superficie de 850 000 km<sup>2</sup>. Cette superficie représente 55,1 % du territoire québécois.

La reprise des activités minières, les travaux hydroélectriques d'Eastmain, l'entente de la Paix des Braves et le tourisme sont des éléments qui favorisent le développement de l'emploi dans la région.

Emploi-Québec s'associe aux partenaires régionaux afin de maximiser les activités économiques liées à l'emploi dans la région.

**Direction régionale Nord-du-Québec**  
333, 3e Rue, Chibougamau (Québec) G8P 1N4  
1 (418) 748-7643  
Ghislain Desjardins, directeur régional

**CLE BAIE JAMES**  
Jacques Morin, soutien aux opérations

**Point de service  
Beaucanton (VVB)**  
2709, boulevard Curé McDuff,  
Beaucanton  
(Québec) J0Z 1H0  
1 (819) 941-3801

**Point de service  
Chibougamau**  
333, 3e Rue, Chibougamau  
(Québec) G8P 1N4  
1 (418) 748-7643  
1 866 722-7354

**Point de service  
Lebel-sur-Quévillon**  
107, rue Principale Sud  
Lebel-sur-Quévillon  
(Québec) J0Y 1X0  
1 (819) 755-3801

**Point de service  
Matagami**  
195, boulevard Matagami  
Matagami  
(Québec) J0Y 2A0  
1 (819) 739-6000

**Planification, partenariat  
et information sur le  
marché du travail**

Daniel Bergeron,  
(418) 748-7643, poste 234

**Fonds national de la formation  
de la main-d'œuvre**

« Loi 90 - Loi du 1 % »  
Ann Babin, (418) 748-7643, poste 238

**Service aux employeurs  
et aux entreprises**

Renée Claude Baillargeon,  
(418) 748-7643, poste 231

**Emploi**

**Québec**  
Nord-du-Québec

On prépare l'avenir

# Un ministre qui voit grand... comme le territoire

Michel Létourneau veut que le Nord-du-Québec soit sur toutes les lèvres

**Kathy Noël**  
noelk@transcontinental.ca

**M**ichel Létourneau veut voir les cartes géographiques modifiées, les livres d'histoire améliorés et les manuels scolaires changés pour refléter la réalité du Nord-du-Québec. Plus que jamais, le nouveau ministre délégué au **Développement du Nord québécois** veut que cette région soit sur toutes les lèvres.

« Avez-vous déjà remarqué que toutes les cartes géographiques du Québec sont coupées au 50<sup>e</sup> parallèle ? Il n'y a pas un État au monde qui enseigne la connaissance de son territoire aux jeunes en faisant ça ! » lance le ministre, qui porte plusieurs chapeaux : député d'Ungava, il est aussi ministre délégué aux **Affaires autochtones**, ministre délégué au Développement du Nord québécois, ministre responsable des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Décidé à promouvoir le Nord sur toutes les tribunes, il se promet de discuter avec le ministre de l'**Éducation** pour pallier le problème des ma-

nuels scolaires qui arrivent à peine à montrer et expliquer aux enfants une région qui couvre pourtant 55 % du territoire québécois.

« Le Nord est méconnu des Québécois et même des différents ministères. Ce sont toujours des événements majeurs ou des gros booms qui l'ont fait connaître davantage. »

En fait, cette région est jeune. Plus grande que la France et moins peuplée que Drummondville, ce sont quelques événements majeurs qui ont contribué à la faire connaître un peu plus. D'abord, la *Convention de la Baie James*, en 1975, puis la création du comté d'Ungava, en 1981, et la formation de la région administrative 10, en 1987. Tout récemment, les ententes signées avec les Cris – la *Paix des Braves* – et les Inuits relancent avec fracas l'intérêt pour le Nord.

« C'est le début d'une nouvelle ère. La région est encore jeune et on sait que l'avenir y sera parce que les richesses et les ressources naturelles sont là », souligne M. Létourneau.

Dans la bouche du ministre,

il y a les grandes paroles, mais il y a aussi des projets concrets. Il veut, premièrement, des statistiques. Encore et toujours, le taux de chômage, les données sur la population et les autres principaux indicateurs économiques sont associés avec ceux de la Côte-Nord. « On travaille là-dessus. Il va falloir qu'on en arrive à des statistiques qui reflètent la réalité dans le Nord, comme l'état de la formation des Cris, des Jamésiens et des Inuits de même que les indicateurs de richesse familiale. »

## Cartes professionnelles

Il veut aussi que le bassin de travailleurs du Nord-du-Québec soit reconnu comme un bassin protégé par la **Commission de la construction du Québec (CCQ)** pour forcer les entreprises à embaucher les gens du milieu lors de grands travaux, comme ceux à venir.

« Les ententes avec les autochtones vont permettre ça. L'obligation de formation des Cris et des Jamésiens, qui n'ont pas de carte professionnelle, et la proximité de réalisation de ces grands projets

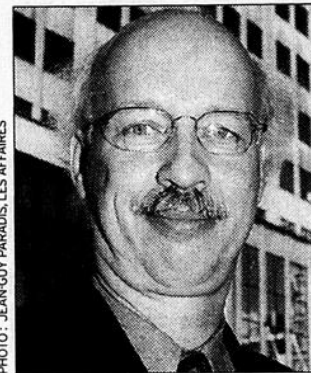
forceront la CCQ à venir faire de la formation chez nous », affirme le ministre.

Les ententes ramènent aussi sur la table l'importance d'avoir sur place des directions régionales de ministères, comme celui de l'**Environnement**. « Les ententes sont basées sur le développement durable. Est-ce normal de penser que, dans ce grand territoire, il y ait une direction régionale de l'Environnement pour aider les instances en place à penser en termes de développement et à parfaire leurs connaissances du territoire ? Ça va se faire », réplique le ministre, catégorique.

Le développement du Nord ne peut pas se faire comme partout ailleurs. En d'autres mots, cette région où la réalité fait que construire des routes et des maisons coûte une fortune aura toujours besoin de l'appui des gouvernements pour se développer.

Or les ententes, croit-il, vont forcer les habitants à prendre en main leur destinée.

« Le développement du Nord va se faire par les gens qui habitent dans le Nord. Il devront tous devenir des



« Dans 25 ans, ce territoire fera l'envie de tous les Québécois », dit le ministre délégué au Développement du Nord, Michel Létourneau.

partenaires. Tout le monde veut sa part et il est impossible que les peuples se développent en vase clos. »

En outre, le ministre exprime à la fois des demandes et des souhaits : il veut un chemin de fer entre Schefferville et Kuujuaq, une route reliant Caniapiscau à Kuujuaq et un réseau de téléphonie sans fil (seulement 1 % du territoire est actuellement couvert). Il souhaite un réseau de petits transporteurs aériens pour

casser le monopole d'**Air Canada** – un billet d'avion peut coûter jusqu'à 1 000 \$ – un centre d'études nordiques, qui offrirait des cours de niveaux collégial et universitaire et, pourquoi pas, du téléenseignement. Bref, il veut qu'au Nord, des gens naissent, vivent et meurent.

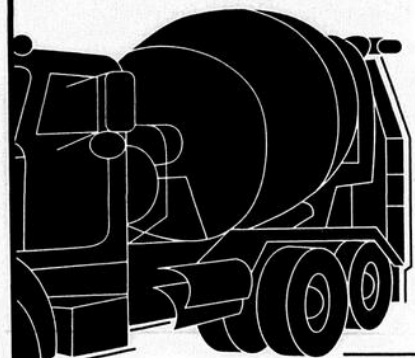
La politique de développement du Nord déposée par son gouvernement en juin 2001 et assortie d'une enveloppe de 101 M\$ devrait lui donner un coup de pouce. Quand il n'est pas à Chibougamau, Montréal, Matagami, Kuujuaq ou sur la Côte-Nord, Michel Létourneau visite la Finlande, la Norvège et la Suède pour trouver des modèles à adapter.

Et dans 15 ans, que dirons-nous du Nord-du-Québec ? « Quinze ans, c'est court. Disons que dans 25 ans, ce territoire fera l'envie des Québécois parce qu'on va l'avoir enseigné comme un lieu témoin d'interculturalisme, d'entrepreneuriat et de partenariat avec les nations, et ses habitants vont être fiers d'avoir participé à son développement. » ■



**LEMIRO** INC.

- Entrepreneur général
- Location d'équipements lourds
- Béton
- Déneigement
- Concassage
- Fourniture d'agrégats

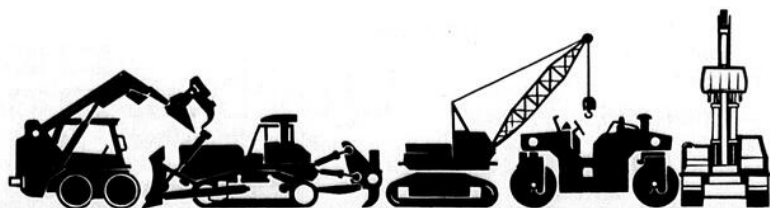


### DIVISION MATAGAMI

3000, boul. Industriel  
C.P. 400, Matagami (QC) J0Y 2A0  
Tél. : (819) 739-2442 • Fax : (819) 739-4629  
Rés. : (819) 739-2232 (Serge Drapeau)

### DIVISION CADILLAC

322, Route 117  
C.P. 279, Cadillac (QC) J0Y 1C0  
Tél. : (819) 759-3926 • Fax : (819) 759-4494  
Cell. : (819) 856-7120 (Michel Drapeau)



## VILLE DE LABEL-SUR-QUÉVILLON

C.P. 430, Lebel-sur-Quévillon  
Ungava (Québec) J0Y 1X0

Créée en 1965, Lebel-sur-Quévillon est une ville moderne située au cœur de la nature dans le Nord du Québec et elle est entourée d'une multitude de lacs accessibles. Ville industrielle axée sur le développement et l'exploitation de richesses forestières, papetières et minières.



# Les Inuits veulent développer le secteur du vêtement

L'entente signée avec le gouvernement du Québec prévoit le versement de 475 M\$ en 25 ans

Kathy Noël

noelk@transcontinental.ca

Avec l'argent versé par le gouvernement du Québec en vertu de l'entente signée le 9 avril dernier, les Inuits tenteront de promouvoir leur savoir-faire dans la confection de vêtements, le tourisme et l'artisanat.

Rappelons que le gouvernement du Québec a signé une entente avec les Inuits du Nunavik, un territoire qui s'étend du 55<sup>e</sup> parallèle jusqu'à la pointe continentale du Québec. L'entente prévoit le ver-

sement de quelque 475 M\$ sur une période de 25 ans.

Dès cette année, les Inuits mettront sur pied une entreprise artisanale de confection vestimentaire. Jusqu'à maintenant, les couturières inuites ne répondaient qu'à des commandes spéciales. Leur travail sera maintenant rendu disponible aux communautés locales, de même que dans Internet. Les acheteurs pourront même commander en ligne.

Les Inuits ont une grande expertise dans la confection de parkas d'hiver. Ils fabriquent également des vête-

ments de style inuit appelés *silapaak*, qui sont portés par les représentants de la Nation au cours des rencontres officielles. Pour le moment, cinq personnes travaillent à temps plein à ce projet, qui fera travailler 80 couturières.

« Nous pourrions en employer beaucoup plus. Nous voulons promouvoir nos produits au Québec, au Canada et même partout dans le monde », dit Pita Aatami, président de la Société Makivik.

Cet organisme à but non lucratif est responsable du développement politique, social

et économique des Inuits du Nunavik. Créée en 1978 en vertu de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*, la Société s'occupe d'administrer les fonds qui lui sont versés par les gouvernements. Elle est aussi en relation constante avec Hydro-Québec pour les projets de développement hydroélectrique sur son territoire.

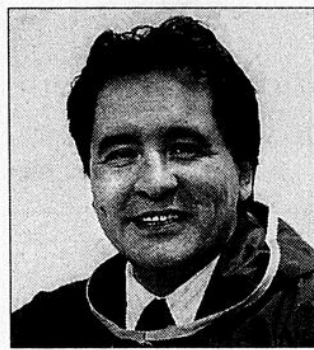
## Le tourisme et l'artisanat

La Société Makivik emploie 100 personnes dans ses bureaux de Inukjuak, Montréal, Québec, Ottawa et Kuujuaq, où est situé son siège social.

M. Aatami dit vouloir développer également le tourisme et l'artisanat. « Nous allons continuer avec ce que nous faisons maintenant et ce dans quoi nous sommes bons », dit-il.

L'artisanat inuit, avec ses sculptures en stéatite (pierre à savon), n'a plus besoin de présentation. Quant au potentiel touristique du Nunavik, il repose sur les lacs, les cratères formés par des météorites et la toundra.

L'entente signée avec Qué-



Pita Aatami, président de la Société Makivik

bec prévoit la création d'un parc national, le *parc Pingualuit*, d'une superficie de 1 149 km<sup>2</sup>. Quatre autres sites seront mis à l'étude pour devenir des parcs nationaux au cours des cinq prochaines années. Il s'agit des parcs des Monts-Torngat-et-de-la-Rivière-Koroc, du Lac-Guillaume-Delisle et du Lac-à-L'Eau-Claire, des Monts-de-Puvirniq et du Cap-Wolstenholme.

La Société Makivik veut également investir dans le secteur minier. Le territoire du Nunavik recèle divers minéraux comme le nickel, le cuivre, le plomb, le zinc, le

fer, le lithium, l'or et le diamant. En 2001, 15 M\$ ont été investis dans ce secteur. La seule mine en exploitation actuellement est la mine de nickel *Raglan*, propriété de *Falconbridge*, qui emploie 350 personnes dont une soixantaine d'autochtones.

Le territoire du Nunavik compte environ 11 000 personnes dont 10 000 Inuits répartis dans 14 communautés, qui fonctionnent toutes comme des municipalités appelées *villages nordiques*. Une majorité d'Inuits ont moins de 25 ans. Les 14 villages comptent de 150 à 1 800 habitants et sont situés le long de la baie d'Hudson et de la baie d'Ungava.

Pour Pita Aatami, l'entente signée avec le gouvernement québécois et son peuple signifie le début d'un temps nouveau. « Dorénavant, nous ne serons plus dirigés par d'autres, nous serons des partenaires, ce qui n'était pas du tout le cas avant. Pendant plusieurs années, on nous a dit quoi faire et comment le faire. Maintenant, nous allons nous-mêmes prendre en charge notre développement. » ■

## Les points saillants de l'entente Québec-Inuits

- Québec versera 475 M\$ aux Inuits sur 25 ans. Dès 2002 et 2003, ils recevront 7 M\$ pour prendre en charge leur développement économique. En 2004, ils recevront 8 M\$ et en 2005, 15 M\$ leur seront versés. Ce même montant sera versé les années subséquentes.

- Si un projet hydroélectrique est entrepris, le gouvernement du Québec versera aux Inuits 1,25 % de la valeur de la production d'électricité au Nunavik.

- Elle donne aux Inuits une autonomie de gestion et une marge de manoeuvre plus grandes. Une étude sera réalisée pour alimenter

en électricité les 14 villages nordiques

- Hydro-Québec investira 50 M\$ pour étudier le potentiel hydroélectrique du territoire, évalué à entre 6 300 MW et 7 200 MW. Sa mise en valeur pourrait générer des investissements de 18 G\$ et créer en emploi l'équivalent de 50 000 personnes-année.

- 115 M\$ seront donnés par Québec au cours des 10 prochaines années pour paver les routes, construire des infrastructures maritimes, améliorer les services de police, construire un centre de détention, ajouter du personnel pour la protection de la faune. (KN) ■

# PROJET



MUNICIPALITÉ DE LA  
*Baie James*

Radisson - Valcanton - Villebois

Partenaire de la mise en valeur  
des multiples ressources du vrai nord,  
en respect du patrimoine naturel et humain

<http://municipalite.baie-james.qc.ca>

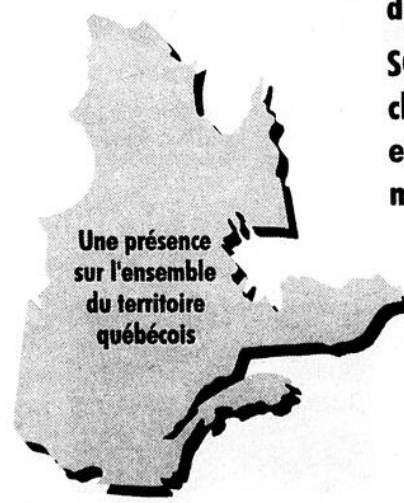


## SOQUEM

Un partenaire de choix !

Depuis plus de 35 ans,  
SOQUEM INC. et ses partenaires  
valorisent le potentiel minéral  
du Québec.

SOQUEM INC. est un partenaire de  
choix pour explorer, mettre en valeur  
et exploiter de nouvelles ressources  
minérales au Québec.



Une présence  
sur l'ensemble  
du territoire  
québécois

Bureaux régionaux :

462, 3<sup>e</sup> Rue  
Bureau 1  
Chibougamau (Québec) G8P 1N7

Téléphone : (418) 748-7641  
Télécopieur : (418) 748-7370

2872, chemin Sullivan  
Bureau 3  
Sullivan (Québec) J0Y 2N0

Téléphone : (819) 874-3773  
Télécopieur : (819) 874-3770

Siège social :

2600, boulevard Laurier  
Tour Belle Cour  
Bureau 2500, 5<sup>e</sup> étage  
Sainte-Foy (Québec) G1V 4M6

Téléphone : (418) 658-5400  
Télécopieur : (418) 658-5459  
[www.soquem.qc.ca](http://www.soquem.qc.ca)



VILLE DE  
**CHAPAIS**

Une nature  
**débordante d'énergie !**

Avec sa **localisation stratégique** au centre de  
**trois régions-ressources**, Chapais est un lieu idéal  
pour le développement de vos activités économiques

NORD-DU-QUÉBEC

**CHAPAIS**

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

Vous favorisez l'**innovation** et la **diversification** économique ?

CHOISISSEZ **CHAPAIS**, UN MILIEU

**PROMETTEUR ET STIMULANT.**

Soyez opportunistes et profitez des avantages fiscaux liés au développement de la région. Contactez la Corporation de développement économique de Chapais pour connaître les opportunités d'affaires de notre ville.

CDEC — A/S Isabelle Plamondon

c.p. 128, Chapais, Québec (Qc) G0W 1H0

Tél. : (418) 745-2355 • Fax : (418) 745-3871

Courriel : cdec@idlogic.com

## Du capital-risque pour Cris et Inuits

Kathy Noël

noelk@transcontinental.ca

Les populations autochtones prennent de plus en plus de poids sur la scène économique. À preuve, le 3 mai, les Premières Nations et les secteurs privé et public ont créé la première société de capital-risque autochtone au Canada.

La SOCARIAQ, pour **Société de capital de risque autochtone du Québec**, disposera de 6 M\$ pour sa première année. Elle investira dans des nouvelles entreprises ou des entreprises en croissance contrôlées par des autochtones. Ses investissements prendront la forme de participation au capital-actions, de débentures convertibles, de prêts participatifs et de prêts à redevance.

« L'une des raisons pour lesquelles la société a été mise sur pied est bien sûr pour répondre aux besoins, mais également pour stimuler l'entrepreneuriat autochtone », dit **Pierre Pinsonneault**, directeur général de la SOCARIAQ.

La Société investira de 75 000 \$ à 500 000 \$ par entreprise. D'ici deux ans, le directeur général espère avoir un portefeuille de 6 M\$.

« Nous ne visons pas de secteur en particulier, mais nous prévoyons qu'il y aura beaucoup de projets en rapport avec la foresterie et l'exploitation des attraits touristiques. Nous avons déjà aussi un dossier de haute technologie sur la table », dit-il.

Le fonds de capital-risque est disponible pour toutes les nations autochtones, y compris aux entrepreneurs installés hors réserve. Selon **Sylvain Picard**, porte-parole du **Régime des bénéficiaires autochtone**, qui gère le fonds de pension des autochtones, il y aurait entre 1 000 et 2 000 entreprises autochtones au Québec.

Le Régime des bénéficiaires autochtone, l'un des partenaires dans le projet, contribue au fonds pour un montant de 1 M\$. Les autres partenaires sont la **Société de crédit commercial autochtone (SOCCA)** et la **Corporation de développement économique montagnaise (CDEM)**, qui contribuent aussi pour un montant de 1 M\$ chacun. Les 3 M\$ investis par le secteur privé proviennent du **Fonds de solidarité FTQ**, avec un investissement de 2 M\$, et du **Mouvement des caisses Desjardins**, qui investit 1 M\$. Un

autre 1,7 M\$ pour la capitalisation et le fonctionnement de la SOCARIAQ provient du ministère des **Affaires indiennes et du Nord canadien**, d'**Industrie Canada** et du **Secrétariat aux affaires autochtones** du Québec.

### Encadrement

En plus des investissements, la SOCARIAQ offrira de l'encadrement aux entreprises autochtones en matière de gestion. Il s'agit d'une première société de capital-risque réservée aux entreprises autochtones. Dans le Nord-du-Québec, seul le Fonds de solidarité FTQ et Desjardins possèdent des participations dans des entreprises appartenant à des membres des Premières Nations. Le Fonds FTQ possède notamment des participations dans une scierie crie et deux entreprises inuites.

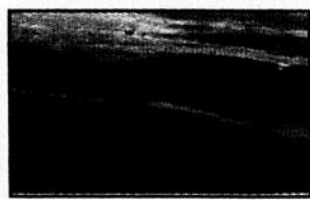
Les autres fonds d'investissement présents sur le territoire, comme celui de la **Société de développement de la Baie James**, qui dispose depuis peu d'une enveloppe de 100 M\$, n'ont pas encore de participation dans des entreprises cries ou inuites, bien que quatre ou cinq dossiers soient présentement à l'étude. ■



# Barrette-Chapais Ltée

une équipe dynamique qui favorise l'utilisation des technologies de pointe

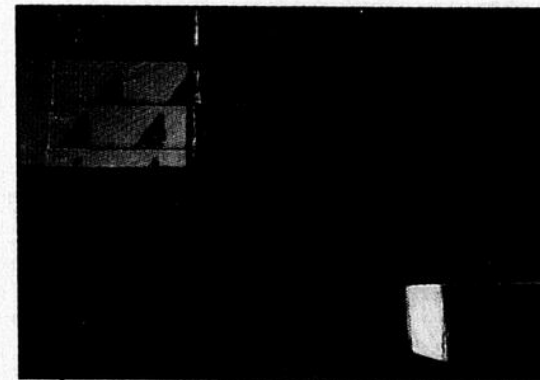
Barrette-Chapais Ltée œuvre dans l'industrie forestière depuis plus de vingt-cinq ans. Aujourd'hui parmi les chefs de file de son secteur d'activités, cette entreprise compte sur une solide équipe lui permettant d'atteindre au fil des ans de nouveaux objectifs. L'efficacité de ses méthodes de transformation et sa capacité d'optimiser l'utilisation de la matière première sont des éléments incontournables de son succès.



300 millions de pmp. Le dynamisme de l'équipe ainsi que le dévouement de chacun de ses membres permettent à Barrette-Chapais Ltée d'offrir un produit de grande qualité. Des méthodes à la fine pointe de la technologie assurent un contrôle optimal des coûts de production tout en offrant à l'équipe, les meilleurs outils pour réaliser diverses tâches.

Composée d'une équipe qui compte environ 525 personnes, celle-ci assure une production annuelle qui atteint des sommets de plus de

La croissance se poursuit et les objectifs d'avenir sont toujours grandissants. Barrette-Chapais Ltée, une équipe orientée vers l'avenir.



### BARRETTE-CHAPAIS LTÉE

Km 346, Route 113, C.P. 248  
Chapais (Québec) G0W 1H0  
Tél. : (418) 745-2545  
Fax : (418) 745-3079

# La glace est brisée entre les Cris et l'industrie forestière

Kathy Noël

noelk@transcontinental.ca

Les Cris et les sociétés forestières du Nord-du-Québec, entre qui des divergences ont cours depuis longtemps, tenteront de se rapprocher par la création d'un comité conjoint sur les impacts de *La Paix des Braves*.

« La glace est brisée », dit Roméo Saganash, directeur des relations avec le Québec au Grand Conseil des Cris.

## Du bois pour les Cris

Les entreprises forestières présentes sur le territoire du Nord-du-Québec sont Domtar, Abitibi Consolidated et même que les Chantiers Chibougamau et Barrette-Chapais, deux scieries indépendantes. Elles s'inquiètent notamment du fait que les Cris obtiendront un volume de 350 000 m<sup>3</sup> de matière ligneuse à exploiter. Ce volume pourrait être pris en partie sur leurs CAAF (contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier) respectifs.

En vertu de l'entente, les scieries devront aussi réajuster leurs méthodes de coupe pour respecter les aires de trappe des autochtones.

Abitibi-Consolidated, dans une étude déposée au début d'avril, avait même parlé de la fermeture probable de deux de ses usines en raison de ces nouvelles obligations, ce qui a été fortement dénoncé par le Grand Conseil des Cris.

Les grandes entreprises se partagent 70 % de la récolte forestière dans le Nord. Cinq usines de sciage et une usine de pâte à papier ont des activités dans la région en plus d'une usine crie, Nabagatuk, formée en partenariat avec Domtar. En tout, cinq communautés crie se retrouvent sur des territoires forestiers considérés comme commerciaux : Oujé-Bougoumou, Mistissini, Waswanipi, Waswanipi et Nemaska.

« Cela crée des inquiétudes au niveau de l'approvisionnement. Pour les trois ou quatre prochaines années, nous n'aurons pas trop de problème,

mais après, on verra », dit Michel Fillion, vice-président des Chantiers Chibougamau, le plus gros employeur de la région avec ses 700 salariés. Si la réduction de volume devait être assumée par l'ensemble des bénéficiaires de CAAF, Chantiers Chibougamau écoperait plus que les autres avec ses 720 000 m<sup>3</sup> alloués.

« Si on peut donner aux Cris des territoires de coupe seulement, ça va nous revenir. Nous pourrions acheter leur bois; mais s'ils développent eux-mêmes des scieries et des usines de deuxième transformation, là, c'est différent », dit M. Fillion, dont la compagnie importe déjà du bois de l'Abitibi et du Lac-Saint-Jean.

Pour M. Saganash, les scieries n'ont pas raison de s'inquiéter. « C'est très peu ce qui nous est donné. Déjà, malgré les garanties de la Convention de la Baie James, la majorité des ressources disponibles ont été accordées aux entreprises québécoises. Nous voulons simplement rattraper ce qui nous est dû depuis 150 ans. »



## DIOS EXPLORATION

### DÉPART FULGURANT ... AVENIR BRILLANT

JOUEUR D'IMPORTANCE MAJEURE  
DANS L'EXPLORATION DU DIAMANT

ÉQUIPE D'EXPLORATION CHEVRONNÉE  
RECONNUE PAR SES PAIRS

DIOS EXPLORATION INC.  
C.P. 114 Succ. NDG  
Montréal (Québec) H4A 3P4  
Tél.: (514) 483-5149  
Télé.: (450) 441-9570  
Courriel : mjg.enr@sympatico.ca

BOURSE DE CROISSANCE TSX : DOS

## Innovatech Régions ressources entend stimuler l'économie régionale par des investissements stratégiques dans des secteurs clés.

En se positionnant comme partenaire financier auprès des entreprises, Innovatech désire appuyer les projets les plus susceptibles d'accroître la compétitivité et la croissance économique dans le Nord du Québec.

# INNOVATECH

RÉGIONS RESSOURCES

INNOVEZ!  
Contactez-nous...

1305, chemin Ste-Foy, bur. 101, Québec (Qc) G1S 4N5  
Sans frais : 1-877-229-0539 • www.innovatech-regions.qc.ca

Depuis plus de dix ans,  
la Société d'aide au  
développement des collectivités  
de Chibougamau-Chapais inc. (SADC)

favorise la création, le maintien et le  
développement de l'emploi sur son territoire en accordant  
aux entrepreneurs locaux une aide technique et financière  
pouvant aller jusqu'à 125 000 \$.

Pour contribuer davantage à l'essor du développement  
local et poursuivre son engagement dans le milieu, la SADC  
dispose du programme Stratégie jeunesse et peut compter sur  
Développement économique Canada, partenaire de premier  
plan qui, en plus de son soutien financier, appuie les  
entrepreneurs du Nord-du-Québec qui souhaitent faire  
la promotion de leur produit sur les marchés extérieurs.

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour plus de détails.



## SADC

Société d'aide au développement  
des collectivités Chibougamau-Chapais inc.

600, 3e Rue, bureau 1  
Chibougamau (Québec) G8P 1P1  
Téléphone : (418) 748-6477  
Télécopieur : (418) 748-6160  
Page Web : www.reseau-sadc.qc.ca/chibchap  
Courriel : sadc.communications@lino.com

Développement économique Canada Canada Economic Development

Canada

L'avenir,  
c'est  
ici

# Nous, les Cris de la baie James, sommes prêts à travailler avec vous!



## Entreprises régionales :

### Air Creebec

Monsieur Albert Diamond  
Air Creebec Inc.  
101, 7<sup>e</sup> Rue  
Val-d'Or QC J9P 4P4  
Tél. : (819) 825-8355

### Construction Crie

Monsieur Steven Bearskin  
Compagnie de construction  
et de développement crie  
187B, rue Main  
Mistissini QC G0W 1C0  
Tél. : (418) 923-3888

### Énergie Crie

Monsieur Richard Brouillard  
Distribution d'énergie Crie  
1452, de la Québécoise,  
case postale 310  
Val-d'Or QC J9P 4P4  
Tél. : (819) 824-5505

### Valpiro

Monsieur Albert Diamond  
Case postale 67  
Aéroport de Val d'Or  
Val-d'Or QC J9P 4N9  
Tél. : (819) 825-3312

### Développement économique

Alfred Loon  
277, rue Duke, bureau 100  
Montréal QC H3C 2M2  
Tél. : (514)-861-5837  
Télé. : (514)-861-0760

## Développement régional

### CREE-CO

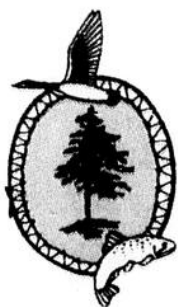
Monsieur Roderick Pachano  
203, Opemiska Meskino  
Oujé-Bougoumou QC G0W 3C0  
Tél. : (418) 745-3931

### Société Eeyou de la baie James

Monsieur James Neacappo  
Case postale 360  
Chisasibi QC J0M 1E0  
Tél. : (819) 855 2830

## Communications

Monsieur Charlie Loon  
Société des Communications cries  
de la baie James  
75, rue Riverside  
Mistissini QC G0W 1C0  
Tél. : (418) 923-3191



**Grand Conseil des Cris  
(Eeyou Istchee)**